1MDB et les banques singapouriennes

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le fonds et le stratagème

1Malaysia Development Berhad a été créé en 2009, première année de Najib Razak au poste de Premier ministre de Malaisie, en tant que fonds d'investissement public destiné à promouvoir le développement économique du pays.[1] En quelques années, il a levé des milliards de dollars au moyen d'émissions obligataires et de prêts. Les procureurs américains ont ensuite soutenu que le financier Low Taek Jho, dit Jho Low, et ses associés avaient détourné plus de 4,5 milliards de dollars US du fonds. Le Department of Justice (ministère américain de la Justice) a qualifié l'affaire de plus grande affaire de kleptocratie qu'il ait jamais engagée.[2]

Le stratagème a utilisé l'infrastructure de la finance internationale à chaque étape. Des obligations arrangées par Goldman Sachs ont permis de lever 6,5 milliards de dollars pour le fonds. Tim Leissner, ancien associé de la banque responsable de l'Asie du Sud-Est, a été condamné à New York en mai 2025 à deux ans d'emprisonnement pour sa participation à la corruption d'agents publics.[3] En Malaisie, Najib a été condamné en juillet 2020 dans une première affaire concernant SRC International, ancienne filiale de 1MDB. Le 26 décembre 2025, la High Court de Kuala Lumpur l'a

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

reconnu coupable des 25 chefs d'accusation du principal procès 1MDB et l'a condamné à quinze ans d'emprisonnement, décision contre laquelle il a annoncé faire appel.[4]

Pourquoi l'argent a transité par Singapour

Singapour était un canal naturel pour cet argent. La cité-État est voisine de la Malaisie. Ses banques privées servaient de nombreuses familles malaisiennes fortunées, et son système financier offrait les comptes en dollars, les fonds de placement et les services aux sociétés dont un stratagème de cette ampleur avait besoin. Les fonds détournés de 1MDB ont circulé par des comptes détenus par des sociétés offshore, par des fonds de placement et par des comptes de particuliers, souvent par montants de dizaines ou de centaines de millions de dollars. Plusieurs de ces comptes étaient tenus par des banques de Singapour, où des chargés de clientèle (relationship managers) les avaient ouverts, avaient traité les virements et, dans certains cas, conseillé sur les structures.

Les autorités singapouriennes ont enquêté sur ces flux pendant deux ans, comme le montre la section suivante. La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) et le Commercial Affairs Department de la police ont gelé des comptes bancaires à Singapour, dont celui du chargé de clientèle qui avait servi 1MDB Global Investments, Aabar, SRC International et Jho Low. Des avoirs d'environ 240 millions de dollars ont finalement été saisis, dont environ 120 millions de dollars liés à Jho Low et à sa famille. En septembre 2018, les State Courts ont ordonné la restitution de 15,3 millions de dollars à la Malaisie.[5]

Les banquiers privés

Les enquêtes singapouriennes ont rapidement montré que les faiblesses tenaient autant aux individus qu'aux systèmes. Les chargés de clientèle qui servaient Jho Low et les entités gravitant autour de lui comptaient parmi les banquiers les plus rentables de leurs établissements. Ils avaient tout intérêt à maintenir les flux et peu de raisons de poser des questions. Certains en ont aussi tiré un profit personnel. Un

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

planificateur patrimonial (wealth planner) de BSI Bank, Yeo Jiawei, a mis en place des structures par lesquelles une partie de l'argent a transité et a réalisé, selon l'accusation, plus de 3,5 millions de dollars US de profits illicites.[6]

Le schéma est familier depuis les affaires genevoises. Un gros client apporte de grosses commissions et fait du chargé de clientèle son avocat au sein de la banque. Les fonctions de conformité ont alors du mal à contester un client que la direction se félicite d'avoir. Dans l'affaire 1MDB, les virements eux-mêmes présentaient des signaux d'alerte évidents. Des paiements de centaines de millions de dollars d'un fonds public à des sociétés privées situées dans des juridictions offshore, sans finalité commerciale apparente, sont exactement les transactions que les règles de lutte contre le blanchiment obligent les banques à examiner. La question était de savoir pourquoi tant de banques les ont si mal examinées.

Les procédures pénales à Singapour

Le Public Prosecutor (ministère public) a engagé des poursuites contre plusieurs banquiers. Yeo Jiawei a été condamné en décembre 2016 pour tentative de subornation de témoins à trente mois d'emprisonnement. En juillet 2017, il a plaidé coupable de blanchiment de capitaux et d'escroquerie (cheating) et s'est vu infliger une nouvelle peine de cinquante-quatre mois, à purger en même temps que la première.[7] Son ancien collègue Yak Yew Chee, chargé de clientèle de Jho Low, a été condamné en novembre 2016 à dix-huit semaines d'emprisonnement et à une amende de 24 000 dollars pour faux et pour défaut de déclaration de transactions suspectes.[8]

Le directeur de la succursale singapourienne de Falcon Private Bank, Jens Sturzenegger, a été condamné en janvier 2017 à vingt-huit semaines d'emprisonnement et à une amende de 128 000 dollars.[9] Ces peines étaient modestes au regard des sommes en jeu. Les infractions poursuivies étaient toutefois celles que Singapour pouvait prouver avec des éléments disponibles à Singapour : faux, escroquerie, défaut de déclaration et entrave à la justice. Les grandes fraudes qui les sous-tendaient ont été commises ailleurs et poursuivies, lorsqu'elles l'ont été, en Malaisie, en Suisse et aux États-Unis.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026) : Najib Razak a créé 1MDB au cours de sa première année comme Premier ministre, qui a commencé en 2009. ↩
2. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026) : le Department of Justice des États-Unis a déclaré que Jho Low et ses coconspirateurs avaient détourné plus de 4,5 milliards de dollars US de 1MDB et a qualifié l'affaire en 2016 de « largest kleptocracy case to date ». ↩
3. NBC News, « Ex-Goldman Sachs banker gets 2 years in prison for plot to fleece billions from Malaysia's 1MDB fund », 30 mai 2025 : des banquiers de Goldman ont aidé 1MDB à « raise $6.5 billion through bond sales » ; « more than $4.5 billion of the funds were stolen » ; Leissner « sentenced Thursday to two years in federal prison ». ↩
4. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026) : condamnation pour les sept chefs d'accusation de l'affaire SRC le 28 juillet 2020, avec une peine de douze ans ; condamnation le 26 décembre 2025 pour les 25 chefs d'accusation portant sur plus de 1,0 milliard de dollars US de fonds de 1MDB, à une peine de quinze ans et à une amende, décision dont il fera appel. ↩
5. Wikipedia, « 1Malaysia Development Berhad scandal » (consulté en novembre 2026), section sur Singapour : la MAS et le Commercial Affairs Department ont saisi plusieurs comptes bancaires, dont celui de Yak Yew Chee, chargé de clientèle pour 1MDB Global Investments, Aabar, SRC International et Low ; saisie d'avoirs de 240 millions de S$, dont 120 millions de S$ liés à Low et à sa famille ; en septembre 2018, les State Courts ont ordonné la restitution de 15,3 millions de S$ à la Malaisie. ↩
6. Reuters, 12 juillet 2017, rapportant la déclaration de l'accusation dans *Public Prosecutor v Yeo Jiawei*, selon laquelle il avait réalisé plus de 3,5 millions de dollars US de profits illicites. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

7. Comptes rendus de presse des audiences devant les State Courts, *Public Prosecutor v Yeo Jiawei* : trente mois d'emprisonnement pour tentative de subornation de témoins, décembre 2016 ; cinquante-quatre mois pour blanchiment de capitaux et escroquerie, 12 juillet 2017, à purger simultanément (Reuters, *The Malaysian Insight*, *Malay Mail*, 12 juillet 2017). ↩
8. Comptes rendus de presse de novembre 2016 sur *Public Prosecutor v Yak Yew Chee* : dix-huit semaines d'emprisonnement et amende de 24 000 S$ pour falsification de documents et défaut de déclaration de transactions suspectes. ↩
9. *Malay Mail*, 11 janvier 2017, « Ex-Falcon Bank Singapore branch manager jailed 28 weeks, fined S$128,000 ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com